Déclaration du Sommet des Trois Bassins

Les menaces qui pèsent sur les forêts tropicales s'aggravent : c'est pourquoi les droits des peuples autochtones et des communautés forestières doivent être au cœur de l'initiative des Trois Bassins.

Aux : Chefs d'Etat des pays de l'initiative du Sommet des Trois Bassins

Les solutions à la déforestation tropicale doivent venir des pays forestiers tropicaux. C'est pourquoi nous nous félicitons du renforcement de la coopération sud-sud et de la tenue du sommet des trois bassins à Brazzaville du 26 au 28 octobre.

Néanmoins, nous, soussignés organisations de peuples autochtones, environnementales et autres organisations qui travaillent en première ligne, vous écrivons pour vous faire part de nos inquiétudes quant à la direction prise par cette initiative, en particulier le manque d'attention à l'égard des impacts négatifs des industries extractives et autres industries sur les forêts tropicales, y incluant l'engagement de la société civile et des détenteurs de droits dans ce processus.

Alors que l'objectif déclaré du Sommet est de préserver et de restaurer les trois grands bassins de forêts tropicales de la planète, une nouvelle recherche montre que, en réalité, plusieurs pays des trois bassins avancent des plans qui vont dans la direction contraire, par exemple :

En Amazonie : Les blocs pétroliers et gaziers existants ou prévus chevauchent aujourd'hui environ 65 millions d'hectares, soit 13 %, de forêt tropicale intacte et plus de 31 millions d'hectares de territoires autochtones abritant plus de 500 nationalités indigènes.

Dans le bassin du Congo : Les blocs pétroliers et gaziers prévus chevauchent plus de 32 millions d'hectares, soit 39 %, de forêts tropicales intactes, qui abritent plus de 17 000 lieux habités, y compris des communautés autochtones et tributaires de la forêt.

En Asie du Sud-Est : Les blocs pétroliers et gaziers désignés pour la production ou l'exploration couvrent plus de 34,8 millions d'hectares, soit près de 20 %, de forêts tropicales intactes. En Indonésie,

plus de 99 000 lieux habités, comprenant un grand nombre d'autochtones et de personnes tributaires de la forêt, se trouvent à l'intérieur des blocs pétroliers et gaziers.

En même temps, les populations autochtones et les défenseurs de l'environnement sont persécutées et tuées en plus grand nombre pour défendre ces terres forestières que le Sommet des trois bassins est censé protéger. Souvent, les responsables utilisent leur pouvoir et leur influence sur les autorités pour continuer à détruire des vies et des forêts en toute impunité. Il est clair qu'en continuant sur la voie d'un extractivisme en expansion constante, il sera impossible d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de climat et de biodiversité.

Nous devons emprunter une autre voie, fondée sur une transition énergétique juste, des économies durables et le respect des droits des communautés autochtones et locales de défendre et gérer leur propres territoires. Il est clairement établi que les forêts sous la garde de ces populations stockent davantage de carbone, abritent une plus grande biodiversité et profitent à un plus grand nombre de personnes .

Cependant, nous sommes profondément préoccupés par le fait que l'initiative des Trois Bassins semble plus concernée par les marchés du carbone que par les droits humains des peuples autochtones et d'autres personnes en première ligne de la déforestation et de la dégradation des forêts. Entre-temps les acteurs de la société civile regrettent des difficultés à s'inscrire à l'événement, sans parler d'en influencer le contenu. Cette marginalisation ne fera qu'aboutir à de nouvelles interventions imposées d'en haut, extractives et inefficaces qui ont si souvent laissé tomber les populations et les forêts.

C'est pourquoi nous appelons les gouvernements des trois bassins à s'engager sur les points suivants dans leur communiqué final et dans tous leurs travaux ultérieurs :

- Accroître la protection juridique fondée sur le droit, la démarcation et la reconnaissance des terres et territoires des communautés forestières comme condition préalable à une protection plus efficace des forêts.
- Défendre leur droit à participer pleinement et effectivement à la prise de décision concernant tout développement prévu dans ces zones ; respecter le droit des populations autochtones à un consentement libre, préalable et éclairé, de même que la protection de personnes vivant dans un isolement volontaire, ainsi que assurer la protection des personnes vivant dans un isolement volontaire
- Renforcer et protéger les populations autochtones et les autres défenseurs de l'environnement et des droits humains en première ligne, notamment en améliorant l'accès à la justice.
- Arrêter et inverser la perte et la dégradation de tous les écosystèmes naturels dues à l'agriculture à grande échelle, l'exploitation minière, extractive et à d'autres industries, notamment par un moratoire mondial sur les activités industrielles dans les forêts primaires ainsi que dans les forêts prioritaires.
- Accélérer un véritable développement à faible émission de carbone dans les pays forestiers tropicaux grâce à une transition énergétique juste, en protégeant les forêts naturelles ainsi que les droits et la souveraineté alimentaire des communautés locales et des peuples autochtones.
- Adopter des objectifs mesurables et définis dans le temps, pour atteindre ces objectifs, dans un souci de transparence et de responsabilité.

En outre, nous appelons la communauté internationale, et en particulier les gouvernements des pays du Nord, à :

- Réduire la consommation de produits dont la production détruit les forêts et le climat.
- Canaliser des investissements plus importants et de meilleure qualité vers les efforts de protection des forêts dans les trois bassins, y compris vers les fonds dirigés par les autochtones dans ces régions.
- Promouvoir une nouvelle architecture de financement pour les forêts, notamment par le biais d'une taxe mondiale sur le carbone, d'une réorientation des subventions, de paiements équitables pour les services écosystémiques et d'un allègement de la dette, en veillant à ce qu'une part beaucoup plus importante de ce financement aille directement aux peuples autochtones, aux communautés locales et aux organisations de base.
- Protéger les personnes et les groupes à faible revenu des effets régressifs potentiels de la transition énergétique mondiale par des mesures de protection sociale, des subventions et des réformes fiscales, et veiller à ce qu'ils aient accès à des énergies renouvelables abordables.

Signée par:

Aceh Wetland Foundation – Indonesia

Action Communautaire pour l'accompagnement des Peuples Autochtones et Développement Local (ACPADEL) - Cameroon

Actions pour la Promotion et Protection des Peuples et Espèces Menacés (APEM) - DRC

Africa Institute for Energy Governance (AFIEGO) - Uganda

Ajemalebu Self Help (AJESH) - Cameroon

Appui à l'autopromotion et l'insertion des femmes, des jeunes et des désœuvrés (APIFED) - Cameroon

Association Paysanne pour la Réhabilitation et Protection des Pygmées (PREPPYG) - DRC

Association pour la défense et la promotion des peuples autochtones – Republic of Congo

CENTRAL ASHANINKA DEL RIO ENE – Peru

Centre Africain pour le Développement Durable et l'Environnement (CADDE) - Gabon

Centre d'Actions pour le Développement (CAD) - Republic of Congo

Centre D'Appui à la Gestion Durable des Fôrets Tropicales (CAGDFT) - DRC

Centre d'Appui pour le Développement Durable (CADD) - Central African Republic

Centre pour le Développement et l'Environnement (CED) - Cameroon

Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l Action Publique (CORAP) - DRC

Comptoir Juridique Junior (CJJ) - Republic of Congo

Dynamique des Groupes des Peuples Autochtones (DGPA) – DRC

Dynamique pour le Développement Durable du Massif d'Itombwe -DRC

EcoCiencia- Ecuador

EcoDev - Cameroon

EcoNusa Foundation – Indonesia

Feri Irawan, Perkumpulan Hijau, Indonesia

FLIGHT: Protecting Indonesia's Birds - Indonesia

Forêts et Développement Rural (FODER) - Cameroon

Forest Watch Indonesia

Forum pour la gouvernance et les droits de l'Homme (FGDH) - Republic of Congo

GeoFirst Development – DRC

Green Development Advocates - Cameroon

Groupe d'action pour sauver l'homme et son environnement (GASHE) - DRC

JARINGAN ADVOKASI TAMBANG SULAWESI TENGAH - Indonesia

JPIC Kalimantan - Indonesia

Kaoem Telapak - Indonesia

La Batea - Colombia

Mouvement de Jeunes pour la Protection de l'Environnement (MJPE) - DRC

NGO Forum on the Asian Development Bank – Philippines

Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) - Republic of Congo

Réseau pour la Conservation et la Réhabilitation des Écosystèmes Forestiers (Réseau CREF) -DRC

Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH) - Republic of Congo

Save Our Borneo, Indonesia

Tasha Research Institute Africa - Uganda

Travail en Réseau avec les Fédérations des Femmes et Enfants en Détresse (TRAFEDD) - DRC

Trend Asia - Indonesia

WALHI East Nusa Tenggara - Indonesia

WALHI South Sulawesi - Indonesia

Women Oriented Action For Change (WOAC)

Yayasan Pusaka Bentala Rakyat – Indonesia

Yihu – Indonesia

Soutenue par

Amazon Watch

Amnesty International

Congress of Nations and States

Earth Insight

Earthrights International

Environmental Investigation Agency

Friends of the Earth – Netherlands

Friends of the Earth – International

Friends of the Earth England, Wales and Northern Ireland

Global Witness

Green Finance Observatory

Greenpeace Africa

Indigenous Children Learning Centre

Minority Rights Group International

Rainforest Action Network

Rainforest Foundation Norway

Rainforest Foundation US

Rainforest Foundation UK

Rainforest Rescue - Switzerland

Rainforest Rescue - Germany

STAND.earth